

service négocié et inscrite comme tel dans le tableau de la balance des paiements tandis que le même service, offert par des ressources internes mais au-delà des frontières, peut être inscrit sous une catégorie différente, selon la qualité des données déclarées.

Les activités des entreprises multinationales illustrent bien les problèmes soulevés dans ce chapitre. En premier lieu, elles illustrent parfaitement la prestation de services par voie de création de filiales à l'étranger plutôt que par le biais d'échanges effectués depuis le marché d'origine. Deuxièmement, il se peut que les statistiques sur les activités internes des multinationales soient incomplètes ou différentes de celles touchant les échanges ne comportant aucun lien de dépendance ou les transactions mettant en jeu des investissements. Troisièmement, une entreprise multinationale est en mesure d'imputer ses dépenses aux opérations qu'elle mène dans un pays donné selon ses meilleurs intérêts financiers et économiques, intérêts qui ne se trouvent pas nécessairement là où se déroule l'activité économique même. Quatrièmement, une multinationale peut offrir à ses filiales de nombreux services à partir de son siège social ou elle peut acheter pour le compte de celles-ci des services auprès d'entreprises bien connues du siège social, "faussant" ainsi la perspective dans une certaine mesure. Il ne fait pas de doute que les multinationales représentent l'un des principaux éléments d'incertitude et qu'il faudra leur consacrer des analyses beaucoup plus approfondies.

Le Groupe de travail s'est attaqué aux problèmes de données sur trois fronts. Les études sectorielles ont utilisé les chiffres obtenus d'experts, de groupes industriels et de Statistique Canada (voir le chapitre D). On trouvera au chapitre C une revue de la composante services du compte courant du Canada, revue basée sur les données de Statistique Canada relatives à la balance des paiements. Le chapitre E fait état de deux études commandées par le Groupe de travail et portant sur la nomenclature et la disponibilité des données.

Il y a lieu de souligner qu'aucun des problèmes de données auxquels a fait face le Groupe de travail ne peut être imputé de quelque manière à un manque de compétence ou de coopération de la part de Statistique Canada, dont tous les représentants ont fait preuve de beaucoup de connaissances, d'intérêt et d'esprit de collaboration dans le cadre de cette étude.

##### 5. Quelques observations sur l'économie des services

Le Groupe de travail avait pour mandat d'analyser le commerce international des services et non d'abord les services